



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 1057

Texte de la question

RÉSULTATS EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Bacquet, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Paul Bacquet. Les chiffres du chômage, monsieur le ministre de l'économie, se sont stabilisés le mois dernier après vingt-quatre mois de hausse ininterrompue. Certes, ce n'est pas encore l'inversion de la courbe, mais comment ne pas y voir une amélioration de la situation ? (*Rires sur les bancs du groupe UMP.*) Celle-ci se traduit aussi par l'augmentation de 0,5 % de la consommation des ménages en mai, par un rebond de la production industrielle, par un climat des affaires dont l'INSEE dit qu'il s'améliore et par la réévaluation de la prévision de croissance de la Banque de France.

M. Philippe Le Ray. Bref, tout va bien !

M. Jean-Paul Bacquet. Grâce au CICE, le coût du travail a diminué de 1,9 %. La gestion rigoureuse de l'État a permis de faire décélérer le déficit grâce à un effort inédit depuis plus de quinze ans. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Ces premiers résultats sont encourageants. Ils prouvent que l'effort justement réparti demandé aux Français commence à porter ses fruits.

Certes, les temps sont difficiles. Cela ne date pas d'hier : François Fillon déclarait il y a six ans être à la tête d'un État en faillite. C'est d'ailleurs certainement pour vous aider, monsieur le ministre, qu'il vous a laissé une dette accrue de 600 milliards d'euros, 700 000 chômeurs en plus, un triple A disparu et une désindustrialisation massive !

Seul l'intérêt du pays doit compter ! En suscitant inquiétude, angoisses et incertitudes, l'opposition se discrédite aux yeux des Français.

M. Éric Straumann. Rien n'est moins sûr !

M. Jean-Paul Bacquet. C'est pourtant le moment d'unir nos forces. De même, la démagogie facile dans laquelle certains se complaisent ne peut mener qu'au populisme. Sortons du déclinisme, du défaitisme et du pessimisme pour considérer la situation objectivement ! La situation s'améliore. Elle s'améliore lentement, certes, mais elle s'améliore tout de même, grâce à des mesures courageuses que le Premier ministre a engagées et qui laissent présager une reprise de l'activité. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Puisse votre sage appel au reflux du déclinisme et de la démagogie être entendu, monsieur le député ! Cette petite musique du décrochage économique de la France n'est pas nouvelle, et se fait plutôt entendre lorsque la gauche est aux responsabilités. Je pense comme vous que c'est une exécrable façon de faire de la politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Luc Reitzer. Qu'avez-vous fait pendant dix ans ?

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Cela nourrit l'anxiété et le pessimisme tout en minant la confiance dans le pays. On peut critiquer le Gouvernement, telle est la démocratie. On peut faire d'autres propositions, telle est la démocratie. (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Ce n'est pas possible, mes chers collègues !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Mais dénigrer son pays, voilà qui n'est pas une attitude patriotique et saine et que nous ne devons pas accepter !

C'est vrai, la situation est difficile. C'est vrai, la politique de redressement exige des efforts et prend du temps.

C'est vrai, l'héritage qu'on nous a laissé est lourd. Mais le redressement n'en est pas moins en marche !

M. Yves Censi. C'est le Soviet suprême !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Je citerai trois éléments. La crédibilité de la France, d'abord. Si nous n'étions pas crédibles, aurions-nous vu le *spread*, c'est-à-dire l'écart de taux d'intérêt avec l'Allemagne, se réduire ? Non ! Nous sommes crédibles, donc ça va mieux.

M. Yves Censi. Vous en bénéficiez !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. La résistance de la France à la crise, ensuite. Certes, nous avons connu deux trimestres de récession, mais nous avons fait mieux que l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie.

M. Éric Straumann. Mieux que l'Allemagne ? (*Sourires sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Et enfin les faits et les résultats. La consommation résiste, le pouvoir d'achat retrouve une dynamique, l'investissement industriel repart.

Mme Claude Greff. Bravo ! Formidable !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Tout cela conduit en effet l'INSEE comme la Banque de France à prévoir qu'au deuxième trimestre nous sortirons de la récession grâce à une croissance de 0,2 % et nous avons des raisons de penser que ce sera le cas. Voilà pourquoi vous avez raison, monsieur le député. Le redressement, telle est la tâche du Gouvernement, avec le soutien de la majorité. Nous y parviendrons grâce aux mesures que nous prenons, et un peu d'unité nationale en sus ferait du bien ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Bacquet](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1057

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 juillet 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 juillet 2013](#)